Le Timor-Oriental est-il un Etat avorté ?

Après 24 ans d'occupation comme 27e province de l'Indonésie, le Timor-Oriental a obtenu son indépendance en mai 2002. La communauté internationale nourrissait l'espoir que ce jeune pays s'établirait comme un modèle de nation building. *Cette espérance a été nourrie par la présence des Nations unies qui ont organisé le référendum d'autonomie en 1999 et qui ont ensuite préparé pendant trois ans le pays à l'indépendance. Cet optimisme a faibli au cours de ces derniers mois et, depuis février dernier, une nouvelle vague de violence s'est emparée du pays.*

Carole Reckinger

Le droit et l'ordre se sont écroulés, et le Timor se trouve au bord de la guerre civile. De nouvelles actions brutales, un Etat quasi inexistant et la fuite de milliers de personnes de la capitale ont retenu pendant une courte durée l'attention des médias du monde entier. La Force internationale d'intervention pour la paix, dirigée par l'Australie, a semblé de prime abord être capable de rétablir la paix. Malheureusement, trois mois après l'arrivée des troupes, la violence est toujours très répandue et de nombreuses personnes ont toujours très peur de rentrer chez elles. Les dégâts occasionnés par la crise actuelle sont très importants, en premier lieu parce que les Timorais ont largement perdu confiance dans la fonction protectrice de l'Etat et que le projet modèle de *nation building* a connu un revers important.

Malgré la présence des soldats internationaux, les pillages, incendies et affrontements entre bandes rivales, la police et les militaires, se sont poursuivis.

La grève qui a fini en désastre

En février dernier, presque 600 hommes de l'armée Falintil-FDTL se sont mis en grève. Ils avaient déserté leur caserne et protesté contre les mauvaises conditions de travail et des promotions injustes. Les soldats originaires de l'ouest du pays se plaignaient d'être traités de manière discriminatoire par rapport à ceux de l'est de l'île. Cette division géographique remonte à l'époque coloniale où l'est se développait comme le centre du mouvement armé de résistance contre les Indonésiens. Après l'accession à l'indépendance, l'impression s'est répandue que les soldats de l'armée nationale étaient principalement recrutés dans cette région et occupaient les postes de commandement. De plus, la plus grande partie de l'armée est toujours stationnée dans l'est, ce qui complique les permissions pour les soldats originaires de l'ouest, car le voyage d'un bout de l'île à l'autre coûte très cher. Le président Xanana Gusmao, héros national et ex-dirigeant du mouvement de résistance armée jusqu'à son emprisonnement en 1992, avait proposé aux grévistes de lancer une enquête sur l'état de la situation, mais il n'a pas été capable de les inciter à rentrer dans leur caserne. Le commandant en chef Taur Matan Ruak – aussi un héros de guerre – avait alors révoqué les grévistes avec le soutien du Premier ministre Mari Alkatiri. Après ce licenciement, le pays a connu les plus graves violences depuis le retrait des troupes indonésiennes en 1999. Des manifestations, des pillages et une escalade générale de la violence se sont répandus, surtout dans les rues de Dili, la capitale. Rapidement, un rapport de force entre les groupes rivaux de la police et de l'armée, mais aussi des bandes criminelles, s'est développé.

Un des problèmes les plus importants à Dili est le taux de chômage très élevé. Dans la capitale, environ 96 % des habitants n'ont pas de revenu régulier (la moyenne nationale est d'environ 70 %). La jeunesse est très touchée par le chômage et à cause

Carole Reckinger a fait des études de Development Studies à l'université de Londres, School of Oriental and African Studies (spécialisation : archipel indonésien). Après ses études, elle a passé six mois au Timor, où elle a travaillé entre autres pour le ministère des Affaires étrangères timorais.

d'un manque de perspectives d'avenir, certains d'entre eux s'organisent en gangs et expriment leurs frustrations par la violence. De jeunes gens sans travail, sans argent ni statut, désœuvrés, profitent des manifestations pour vandaliser la ville. Au cours de ces dernières années, un phénomène inquiétant de clubs d'arts martiaux clandestins, qui attirent surtout les jeunes hommes, s'est développé. Ces clubs peuvent tomber sous le contrôle de personnes qui en usent à des fins personnelles, qu'elles soient politiques ou criminelles, disposant ainsi d'hommes à leur solde.

A cause de ces tensions croissantes, le gouvernement du Timor-Oriental a demandé de l'aide à l'Australie, au Portugal, à la Malaisie et à la Nouvelle-Zélande pour rétablir la situation. A la fin du mois de mai, une troupe internationale de près de 2 300 soldats a été envoyée au Timor sous la direction de l'Australie. Malgré la présence des soldats internationaux, les pillages, incendies et affrontements entre bandes rivales, la police et les militaires, se sont poursuivis. Plus de 30 personnes ont trouvé la mort depuis le début de la crise et près de 80 000 autres ont quitté leur maison.

On a reproché au Premier ministre Mari Alkatiri le renvoi des soldats et son incapacité à régler les problèmes de violence qui ont suivi cette décision controversée. Alkatiri est à plusieurs égards un marginal au Timor-Oriental. Fils d'un immigrant yéménite, il a passé de longues années en exil au Mozambique. Il est musulman dans un pays majoritairement catholique. Par rapport au président charismatique, beaucoup de Timorais le méprisent à cause de son caractère qui manque trop de diplomatie. Alkatiri est un membre fondateur du parti FRETILIN – le parti au pouvoir –, dont il est le secrétaire général et il bénéficie toujours de beaucoup de soutien d'une partie de la population et du Parlement. Soumis à une pression politique importante, surtout de la part de l'Australie, du président et du ministre des Affaires étrangères, il a démissionné de son poste en juin. Un mois plus tard, le Dr José Ramos Horta a occupé les fonctions de Premier ministre par intérim jusqu'aux nouvelles élections en 2007. Lauréat du prix Nobel de la paix, il avait démissionné de ses fonctions de ministre des Affaires étrangères en signe de protestation contre le refus du Premier ministre de démissionner deux mois plus tôt. Ramos Horta est respecté en tant que politicien compétent et il est probablement le candidat le plus apte à assumer ce poste difficile. La population ainsi que la communauté internationale fondent beaucoup d'espoirs sur lui pour qu'il sorte le pays de la crise actuelle.

Le 26 juillet, les troupes australiennes ont arrêté Alfredo Reinado, un des principaux leaders des troupes rebelles. Mais sept mois après le début de la violence, des gangs errent toujours dans les rues de Dili. Des dizaines de personnes ont été blessées au cours de nouvelles flambées de violence, des maisons ont été incendiées et des centaines de personnes ont peur de quitter les camps de réfugiés après l'annonce de la réduction du contingent des forces internationales. Le commandant Australien Dahlstrom indique que des hommes jetant des pierres sont le vecteur principal de cette violence. De plus, la division et la haine entre Timorais de l'Est et Timorais de l'Ouest sont devenus un phénomène récurrent dans les rues de Dili. Lors de certains raids, on a entendu des slogans tels que « mort à tous ceux de l'est » (ou de l'ouest). Quelque 72 000 personnes sont toujours dépendantes de l'aide alimentaire et les conditions de vie dans les camps sont désastreuses.

Photo du haut: La grande majorité des Timorais a moins de 18 ans.

Photo du bas: 40 % de la population vivent avec moins de 55 centimes de dollars par jour.
(Photos : Carole Reckinger)

L'histoire turbulente du Timor

Après 400 ans de colonisation portugaise, une courte mais sanglante occupation par le Japon durant la Seconde Guerre mondiale et une brève guerre civile, la République démocratique indépendante du Timor-Oriental, República Democrática de Timor Leste (RDTL), a été proclamée le 28 novembre 1975. Seulement neuf jours plus tard, des troupes indonésiennes ont envahi et occupé le pays. Bien que l'invasion ait été condamnée par les Nations unies et une partie des organisations internationales non gouvernementales, aucune mesure n'a été prise pour obliger l'Indonésie à retirer ses troupes. L'occupation indonésienne a été exceptionnellement cruelle. Elle a coûté la vie à plus d'un tiers de la population les quatre premières années, ce qui équivaut à plus de 200 000 morts. Les 20 années suivantes ont été caractérisées par de graves violations des droits de l'Homme, des condamnations à mort, des massacres, des enlèvements, des tortures, des viols et des déplacements forcés. Peu après l'invasion, une résistance armée s'est formée dans les montagnes. Un nombre très inférieur de combattants timorais est entré dans la clandestinité, recourant à des tactiques de guérilla. Les troupes indonésiennes avec leur supériorité technologique, fournies par les Etats-Unis et quelques membres de l'Union européenne, n'ont pas réussi à éliminer cette résistance. L'armée indonésienne a fait usage du napalm sur de vastes surfaces et a détruit pendant plusieurs années consécutives une grande partie des récoltes, ce qui a eu pour conséquence l'apparition de famines. Pendant toutes ces années d'occupation, la majorité des Timorais n'ont jamais accepté l'intégration à l'Indonésie et ils n'ont jamais cessé d'aspirer à l'indépendance.

La baisse des recettes et la pauvreté généralisée continuent à être un obstacle au développement social et économique.

Après la déposition du président indonésien Suharto, un accord a été conclu entre l'Indonésie et le Portugal. Le 30 août 1999, un référendum pour une plus grande autonomie au sein de la République indonésienne a été organisé sous l'égide des Nations unies. 78,5 % des électeurs ont voté contre, affirmant ainsi leur farouche attachement à leur indépendance et leur refus de tout compromis (une participation de 98,6 %, d'après l'ONU). Quelques heures après la proclamation des résultats du référendum, l'armée indonésienne et les milices pro-indonésiennes ont lancé une campagne de terreur dans tout le pays. Le bilan de cette campagne s'est élevé à plus de 2 000 morts, plus des deux tiers de la population ont été déplacées et les deux tiers de l'infrastructure ont été détruits. En outre, cette campagne a chassé des milliers de personnes vers le Timor occidental où, jusqu'à aujourd'hui, des centaines de réfugiés continuent de vivre dans des camps. Sous mandat du Conseil de sécurité des Nations unies, une troupe internationale de la paix (Interfet) a été finalement envoyée. Les dernières troupes indonésiennes ont quitté le pays le 1er novembre 1999. L'UNTAET (United Nations Transitional Administration in East Timor) a été chargée de préparer le Timor à son avenir comme nation indépendante. Finalement, le 20 mai 2002, le Timor a fêté son indépendance et est devenu la plus jeune nation du troisième millénaire.

Les défis de l'indépendance

Quatre ans après son indépendance, le Timor est toujours le pays le plus pauvre d'Asie et un des plus pauvres au monde. 40 % de la population vit avec moins de 55 centimes de dollars par jour et la famine est toujours endémique. Moins de la moitié de la population a accès à l'eau potable et seulement 10 % à un branchement électrique. Les infrastructures hospitalières ont été en partie reconstruites, mais sont totalement inexistantes dans certaines régions. Le taux de mortalité infantile demeure très élevé et un enfant sur quatre meurt avant son premier anniversaire. Tout en ayant le taux de fécondité le plus élevé au monde, le Timor connaît un taux de mortalité inquiétant lors des accouchements (800 morts pour 100 000 accouchements). Ce phénomène est aggravé par la pénurie de médecins et de personnel hospitalier. Le corps médical est exclusivement composé de médecins cubains, envoyés sous contrat pour une période de deux ans, d'après un accord signé entre les deux pays à l'initiative d'Alkatiri. Celui-ci prévoit également la formation des futurs médecins timorais par des universités cubaines.

Manifestation contre la décision controversée de révoquer les grévistes (Photo : Carole Reckinger)

Bien que le Timor ait fait d'importants efforts pour la mise en place de son administration, il doit également faire face à une pénurie de personnel qualifié dans ce secteur. Sur les onze universités que compte le pays, aucune ne propose jusqu'à présent des diplômes de médecine ou de droit. De plus, il n'y a pas encore de juge d'origine timoraise. Tous les candidats ont raté leur test de langue portugaise, ce qui repousse de deux ans leur nomination à un poste de juge. Quatre siècles de présence portugaise ont marqué le mode de vie des habitants de l'île et expliquent le choix de la langue portugaise comme langue officielle. Cette langue n'ayant pas été enseignée pendant l'occupation indonésienne, seuls ceux qui ont vécu en exil dans un pays lusophone ou qui ont terminé leur scolarité avant l'invasion de 1975 maîtrisent correctement cette langue. Le Portugal envoie tous les ans des centaines de professeurs de portugais au Timor pour enseigner la langue aux écoliers, aux professeurs et aux fonctionnaires. La trop lente mise en place d'un système scolaire explique le fait qu'à peu près la moitié des femmes et presque un tiers des hommes sont analphabètes. Même si le nombre total d'étudiants a augmenté, de nombreux élèves, en particulier les filles, quittent l'école sans avoir de qualification.

Le Timor dispose d'importantes ressources pétrolières en haute mer qui pourraient lui procurer les capitaux nécessaires à son développement et pallier la baisse progressive de l'aide financière internationale. L'exploitation de ces champs pétroliers a été bloquée par l'Australie qui les revendique. En janvier dernier, après deux années d'âpres négociations, les deux pays sont parvenus à signer un accord. Cet accord prévoit un partage à parts égales des recettes du champ pétrolier de Greater Sunrise situé entre l'Australie et le Timor-Oriental, bien qu'il soit deux fois plus proche de ce dernier. Cet accord est très injuste et il est entièrement contraire au droit maritime international. Afin d'éviter toute condamnation, l'Australie a décidé de ne plus siéger à la Cour internationale de justice (ICJ) deux mois avant l'indépendance du Timor et elle se soustrait

Maison détruite pendant les émeutes (Photo : Carole Reckinger)

aussi à l'arbitrage du Tribunal international du droit de la mer. Il est à noter que l'Australie a été le seul pays à reconnaître le Timor comme la 27e province de l'Indonésie et qu'elle avait reçu en contrepartie le droit de gérer la plus grande partie de ces champs pétroliers. Bien que fort peu équitable, cet accord constitue néanmoins une amélioration par rapport aux 18 % proposés précédemment par le gouvernement australien. Le gouvernement du Timor a mis en place un fonds pétrolier qui vise à garantir qu'une partie des recettes sera utilisée pour la lutte contre la pauvreté.

Les difficultés de réorganisation du pays et les défis du futur

La création de l'armée nationale et de la police est un des problèmes les plus importants du Timor-Oriental. Après l'indépendance s'est posée la question de la réintégration des membres de la guérilla dans la vie civile. La création d'une armée nationale a été une solution de facilité pour fournir aux vétérans de la guerre, qui ont vécu parfois plus de 20 ans dans la clandestinité et sans lesquels l'indépendance n'aurait peut-être jamais été obtenue, un travail et un revenu. La difficulté d'intégrer les nouvelles recrues dans les unités composées majoritairement d'anciens membres de la guérilla est à l'origine des tensions actuelles.

En 1999, les Nations unies ont lancé un projet qui avait pour but de mettre en place un Etat souverain au Timor. Ce projet, qui devait éviter les fautes commises lors de projets similaires dans d'autres régions du monde, a été rapidement surnommé par ses détracteurs « Quickfixville ». Ce projet, qui a coûté des millions de dollars, se concentrait principalement sur le développement des institutions gouvernementales, négligeant du même coup l'agriculture et l'économie rurale. Avec une faible productivité agricole, le Dr Ramos Horta devra convaincre les Nations unies de financer un programme de développement agricole permettant de lutter plus efficacement contre la pauvreté et la famine.

Du côté des représentants timorais, on a souvent critiqué l'ONU pour sa bureaucratie écrasante. Bien que de nombreux cadres chargés de la reconstruction aient été expérimentés et qualifiés, la plupart ignorait les mœurs et les coutumes timoraises. Beaucoup de Timorais se sont sentis froissés par ces étrangers qui ne semblaient pas respecter leurs valeurs. Nombre d'entre eux se plaignaient du fait que le personnel de l'ONU avait à sa disposition de nombreuses voitures, dépensaient beaucoup d'argent dans les restaurants et les bars de Dili et occupaient les meilleurs postes de l'administration. Les Timorais se sentaient les spectateurs d'une mise en scène financée par l'argent des pays donateurs. Lorsque l'UNTAET a achevé sa mission, presque rien n'a été laissé sur place : les voitures, les motos, les ordinateurs, le matériel de communication ainsi que les talkies-walkies sont repartis avec le personnel de l'ONU. Pourtant, tout ce matériel avait été financé avec l'argent des donateurs.

La baisse des recettes et la pauvreté généralisée continuent à être un obstacle au développement social et économique. Cependant, l'exploitation des ressources pétrolières de la Timor Sea pourrait procurer les dollars nécessaires au développement du pays dans les années à venir. A présent, tous les yeux sont fixés sur le Dr Ramos Horta, un homme respecté pour son rôle de médiateur pendant les violences. Le Dr Ramos Horta doit également faire face à d'autres défis qui sont tout aussi importants : d'abord la disette, ensuite persuader des milliers de réfugiés de retourner dans leur foyer. Ces défis pourraient être résolus avec l'aide internationale. Cependant, pour réduire de moitié la pauvreté jusqu'en 2015, la croissance économique annuelle devrait être de 7 %. Ceci représente un grand défi pour un pays où le salaire moyen, qui s'élève à 370 USD, va en diminuant. Il sera difficile pour le Dr Ramos Horta de lancer un programme de développement économique dans un climat d'instabilité politique. Toutefois, en juillet, au cours d'une visite officielle en Malaisie, le Dr Ramos Horta a déclaré que son pays serait prêt à rejoindre, dans environ cinq ans, l'association régionale de l'ASEAN, et ferait tout pour intégrer économiquement le Timor dans cette région.

Le Timor est un pays très jeune qui doit surmonter de nombreux problèmes et doit aussi en finir avec son passé sanglant. Pendant toutes les années d'occupation, l'ennemi commun était clairement défini. Maintenant, cet ennemi a disparu et les Timorais doivent arrêter de chercher un bouc émissaire en leur sein. L'indépendance avait généré de grands espoirs quant à une vie meilleure, mais elle a laissé les Timorais face à de grandes difficultés. Cependant, malgré l'abondance de problèmes, il est trop tôt, au bout d'à peine quatre ans, pour juger que le Timor en tant qu'Etat a échoué. Si l'avenir ne se présente pas sous les meilleurs auspices, il ne faut pas négliger la résistance et la détermination du peuple du Timor, qui a déjà surmonté bien d'autres obstacles.

L'indépendance avait généré de grands espoirs quant à une vie meilleure, mais elle a laissé les Timorais face à de grandes difficultés.